

## L'autonomisation socio-économique comme outil de lutte contre la violence sexiste

Une double approche alliant dialogue avec les couples sur la dynamique homme-femme au sein du foyer et programme d'autonomisation économique pour les femmes est plus efficace dans la réduction des violences infligées par le partenaire intime en Côte d'Ivoire dans les zones en proie à des conflits que les programmes uniquement axés sur le volet autonomisation économique.

D'après l'évaluation réalisée par Gupta, J., Falb, K.L., Lehmann, H., Kpebo, D., Xuan, Z., Hossain, M., Zimmerman, C., Watts, C. & Annan, J.

**Les violences perpétrées par le partenaire intime constituent une atteinte aux droits les plus fondamentaux de la femme, une menace pour sa santé physique et mentale, et une entrave à son éducation et potentiel économique, avec les répercussions familiales et pour la communauté que cela implique.** En temps de conflit, lorsque la violence sous toutes ses formes fait rage, c'est dans l'intimité que les femmes subissent le plus souvent des violences. Parfois, il y a même recrudescence en situation d'instabilité. Sur la base du lien entre dépendance financière de la femme et violence basée sur le genre, les programmes de prévention de la violence ont été axés sur l'autonomisation économique de la femme. Cependant, ces programmes ne sont pas suffisants pour lutter contre les normes qui perpétuent la violence à l'égard des femmes, et l'escalade potentielle due à l'indépendance croissante de la femme. Les derniers travaux de recherche<sup>1</sup> montrent que les programmes axés directement sur les stigmatisations sexospécifiques, et impliquant notamment une participation des hommes, pourraient être essentiels dans la réduction des violences sexistes.

Pour affiner cette hypothèse, une équipe de chercheurs de l'Ecole de santé publique et de l'innovation contre la pauvreté de Yale<sup>2</sup> a évalué l'impact d'un programme destiné aux couples sur les dynamiques homme-femme en général et au sein du foyer. Ces Groupes de dialogue sur le genre (GDG) ont été proposés au hasard à la moitié des femmes participant déjà aux Caisses villageoises d'épargne et de crédit (CVEC) de l'International Rescue Committee (IRC) dans les communautés en proie au conflit en Côte d'Ivoire, via son programme EA\$E pour l'autonomisation économique et sociale. Cette configuration a permis aux chercheurs d'estimer l'impact supplémentaire des GDG comparé au programme d'épargne seul.

- **Les Groupes de dialogue sur le genre ont permis une plus grande réduction des violences commises par le partenaire intime, comparé aux groupes d'épargne seuls.** Plus les couples participaient aux GDG, plus grand était l'impact : les femmes en couple ayant assisté à au moins trois-quarts des séances montraient une réduction relative de 55 % dans le risque de violence physique par leur conjoint à la fin de l'étude, comparé à celles ne participant qu'aux groupes d'épargne. Elles ont aussi fait état d'une violence sexuelle et affective moindre, particulièrement chez celles avec un taux d'assiduité élevé, ces résultats n'étant pas statistiquement significatifs. En alliant les volets économie et préjugés sexistes des hommes et des femmes, les programmes peuvent constituer des outils essentiels dans la prévention de la violence perpétrée par le partenaire intime.
- **Les Groupes de dialogue sur le genre ont contribué à une réduction significative des violences économiques.** Les participantes aux GDG montraient une réduction relative de 61 % dans le risque d'être forcée à remettre leurs économies à leurs conjoints, de voir leur argent confisqué pour les produits de premières nécessité, comparé à celles participant aux groupes d'épargne.

# Evaluation

Une fois la guerre civile de 2007 terminée, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'une relative stabilité pendant plusieurs années, entrecoupée de plusieurs mois de violences après les élections présidentielles fin 2010 (période de l'étude). La violence continue sporadiquement de secouer certaines parties du pays. Les dernières études révèlent l'ampleur de la violence basée sur le genre en Côte d'Ivoire : 47 % des femmes signalent en avoir subi au cours de leur vie, 25 % ayant subi des violences physiques aux mains de leurs conjoints, et 15 % des violences sexuelles dans les douze derniers mois.<sup>3</sup>

Le Programme d'autonomisation économique et sociale (EA\$E) a été conçu par l'IRC face au constat suivant : même lorsque les femmes gagnent de l'argent, elles n'ont souvent pas l'autonomie nécessaire pour l'utiliser, créant ainsi une spirale les enfonçant vers plus de pauvreté relative au sein du foyer, et plus de vulnérabilité aux violences infligées par le conjoint.

## L'évaluation a porté sur deux volets du programme EA\$E :

- *Caisses villageoises d'épargne et de crédit.* Les CVEC permettent aux individus, le plus souvent et dans ce cas aux femmes, d'épargner et d'accéder à l'emprunt sans la barrière des institutions financières formelles. L'IRC a lancé les CVEC (formations, supports de base), après quoi les membres géraient d'eux-mêmes les groupes, l'IRC n'assurant qu'un accompagnement.
- *Groupe de dialogue sur le genre.* Les GDG étaient un programme sur 8 semaines destiné aux participantes aux CVEC et à leurs conjoints, et portant sur les dynamiques au sein du foyer et dans les relations : planification financière, compétences de communication et négociation, dynamiques de pouvoir, prise de décision. Les couples se réunissaient deux fois par semaine à raison de 1h30-2h par séance sur une période de 4 mois.

Quel est l'apport des GDG au volet autonomisation économique dans la réduction des violences infligées par le partenaire intime ? Pour y répondre, 24 villages ont été sélectionnés dans deux régions ivoiriennes particulièrement en proie aux conflits. Des femmes de 18 ans et plus ont été invitées à participer, pour un total de 48 CVEC de 15-30 membres chacune. Après un tirage au sort effectué par le chef de chaque village, les CVEC ont été assignées au hasard au groupe de « contrôle » (CVEC uniquement) ou au groupe de « traitement » (CVEC+GDG). Ainsi, les chercheurs ont isolé tout impact potentiel des GDG sur la réduction des violences, au-delà de l'impact des CVEC.



Pour mesurer les résultats, une étude quantitative a été menée auprès de toutes les femmes avant la création des CVEC (octobre 2010) et après la fin des GDG (juillet/août 2012). Des entretiens qualitatifs ont été réalisés auprès d'un sous-ensemble de femmes et d'hommes des groupes de traitement et contrôle afin d'approfondir la compréhension des mécanismes et expériences ayant donné lieu à ces résultats.

# Résultats

**Le Groupe de dialogue sur le genre a permis un léger recul des violences infligées au sein du couple.** Les réductions les plus marquées ont concerné les femmes ayant assisté à au moins trois-quarts des séances avec leur compagnon, avec une baisse relative de 55 % des cas signalés de violence domestique comparé aux femmes n'ayant que participé aux groupes sur l'épargne (Figure 1). Les participantes aux GDG ont aussi observé une moindre violence affective et une légère baisse des violences sexuelles, particulièrement pour celles en couple avec un haut taux d'assiduité, ces résultats n'étant pas statistiquement significatifs. Les participantes ne prenant part qu'aux CVEC ont fait part d'un léger recul des violences subies aux mains de leur compagnon, sans résultat statistiquement significatif. Ces résultats révèlent le potentiel des GDG dans la réduction des violences conjugales, surtout si les couples participent assidûment au programme.

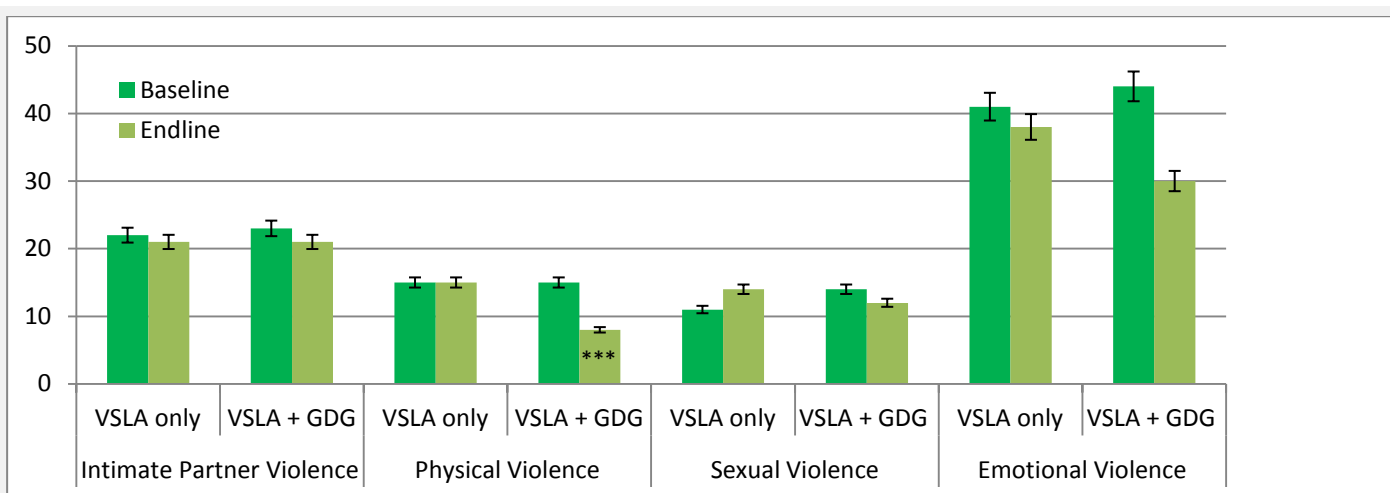


Figure 1 : Part des femmes faisant état de violences par leur partenaire intime au cours des 12 derniers mois, au début et à la fin de l'étude, par groupe de traitement. Les résultats pour le groupe CVEC+GDG concernent les couples ayant assisté à au moins 75 % des séances. Intervalles de confiance : 95 %. \*\*\* indique un résultat statistiquement significatif.

**Le Groupe de dialogue sur le genre a permis un recul significatif de la violence économique.** Les participantes aux GDG montraient une réduction relative de 61 % dans le risque d'être forcée à remettre leurs économies à leurs conjoints, de voir leur argent confisqué pour les produits de premières nécessités, comparé à celles participant aux groupes d'épargne. Les entretiens qualitatifs auprès des hommes ont révélé plus de partage dans la prise de décision et plus de coopération, notamment concernant les questions financières du foyer.

« Par exemple, lorsque nous économisons, si moi ou mon mari avons des soucis, il peut me demander un prêt qu'il remboursera plus tard. C'est mieux que de devoir emprunter ailleurs. Mon mari peut faire appel à moi pour résoudre le problème. S'il n'y avait pas de CVEC, je n'aurais jamais obtenu de prêt dans ce village ». ~ Participante à la CVEC et au GDG

## La participation au Groupe de dialogue sur le genre a entraîné

**une évolution chez les attitudes exprimées par les femmes quant aux violences infligées par le partenaire intime.** Après leur participation, les deux groupes de femmes (celles participant seulement au CVEC et celles assistant aux groupes de dialogue) étaient significativement moins enclines à accepter les raisons avancées pour justifier l'utilisation de la violence à leur encontre, comme rater un repas ou refuser une relation sexuelle. Cette évolution était plus marquée chez les participantes aux groupes de dialogue.

# Enseignements

**Les programmes d'autonomisation économique des femmes sont essentiels dans la lutte contre les violences infligées par le partenaire intime, mais ne sont pas suffisants.** Toute stratégie de prévention des violences doit comprendre un volet sur les normes sexospécifiques sous-tendant la violence. Permettre aux femmes de s'épanouir économiquement est un facteur important de réduction de leur vulnérabilité à la violence, mais tout ceci risquerait de ne pas être productif, voire contre-productif, si les attentes en termes de pouvoir et l'acceptabilité de la violence ne sont pas simultanément traités. Les résultats de cette étude indiquent que dialoguer avec les deux conjoints sur les dynamiques relationnelles peut avoir une grande incidence sur la prévention de la violence. Ce double volet socio-économique doit être considéré comme l'un des fondements de toute approche globale, sans oublier l'accompagnement et les services pour les victimes et survivantes des violences sexistes.

**Il est essentiel d'aller à la rencontre des hommes et des femmes pour réduire la violence basée sur le genre.** Le déclin significatif des violences infligées par le partenaire intime observé dans cette étude concerne les couples dont les deux conjoints ont assisté à la plupart des séances des groupes de dialogue. Dès lors que les femmes participaient seules, sans leur compagnon, l'impact était moindre. Si les femmes peuvent bénéficier de programmes d'accompagnement pour les aider à aller au-delà des rôles sexospécifiques traditionnels, elles ne pourront le faire en sécurité que si les attitudes des hommes changent, et les violences diminuent. Il s'agit donc de proposer aux hommes des programmes intéressants et approfondis pour s'assurer que les évolutions bénéficient aux femmes.

**Les programmes destinés aux couples sur des sujets sensibles liés aux violences infligées par le partenaire intime doivent se dérouler en toute sécurité, être intéressants et être acceptables culturellement.** Plus de la moitié des couples ont assisté à au moins 75 % des séances de GDG. Dans les entretiens, les hommes ont déclaré avoir appris à mieux gérer l'argent, être de meilleurs époux et pères, et ont indiqué que les liens tissés avec les autres participants hommes ont été des aspects enrichissants et les ont motivé à participer au GDG. Les programmes conçus dans d'autres contextes devront prêter une attention particulière quant à la façon d'aborder les dynamiques hommes-femmes par le biais de contenus et formats pertinents, utiles et non menaçants pour s'assurer de la participation effective des hommes.

**Les programmes de prévention de la violence doivent envisager d'identifier des stratégies explicites pour aborder la violence sexuelle.** L'intervention évaluée dans cette étude n'a pas abordé explicitement la violence sexuelle. Globalement, la violence sexuelle a reculé le moins, et n'a pas été abordée par les participants dans les entretiens qualitatifs. Si le programme a peut-être permis de prévenir une augmentation des violences sexuelles, il est également possible qu'il n'ait eu aucun effet à cet égard. Les interventions visant à véritablement enrayer les violences sexuelles infligées par le partenaire intime devraient comprendre une composante portant spécifiquement sur cette forme de violence, en toute conscience de la difficulté à nommer et reconnaître la violence sexuelle dans une relation intime.

Gupta, J., Falb, K.L., Lehmann, H., Kpebo, D., Xuan, Z., Hossain, M., Zimmerman, C., Watts, C. & Annan, J. (2013) Normes relatives au genre et autonomisation économique pour réduire la violence infligée par le partenaire intime contre les femmes dans les zones rurales de Côte d'Ivoire : étude pilote randomisée contrôlée (en anglais) - Gender norms and economic empowerment intervention to reduce intimate partner violence against women in rural Côte d'Ivoire: a randomized controlled pilot study. *BMC International Health and Human Rights*, 13, 46.

**Auteur :** Sarah Green **Rédacteurs :** Jeannie Annan, Heather Cole, Abigail Erikson **Graphiste :** Kristy Crabtree



Pour plus de renseignements, merci de contacter Heidi Lehmann, Directrice de l'équipe technique Protection et autonomisation des femmes : [Heidi.Lehmann@rescue.org](mailto:Heidi.Lehmann@rescue.org)

[www.rescue.org](http://www.rescue.org)